

BILAN 2013 DE LA DSP-NAÂMA

375 cas de brucellose et 228 de leishmaniose

Le bilan de l'année 2013 présenté par les services de la DSP (Direction de la santé) de la wilaya de Naâma fait état de 228 cas de leishmaniose recensés à travers les communes de la wilaya.

La maladie a connu une régression par rapport aux années précédentes, soit 587 cas en 2012, contre 892 cas enregistrés en 2011, et demeure un grave problème de santé publique dans certaines zones pastorales de la wilaya ; une maladie cutanéomuqueuse qui a touché des dizaines de personnes et dont les séquelles et les cicatrices restent apparentes après guérison.

La leishmaniose cutanée se compose de deux groupes : oriental (leishmania tropica) et sud-américain (leishmania brasilia). Elle est appelée chez nous le bouton d'Orient (ou le bouton de Biskra), qui siège sur les régions découvertes et se présente sous forme d'une papille excavée, crouteuse, responsable d'une cicatrice inesthétique. Le virus provient, selon les analyses

microscopiques, de piqûres des phlébotomes, un insecte de petite taille des pays tropicaux, qui se nourrit de sang, qu'il projette par piqûres sur la peau, provoquant ainsi des démangeaisons. Cette espèce de parasite est le vecteur de la leishmaniose.

Le traitement aide à lutter contre la surinfection, et le vaccin B.C.G. est, selon les études, pratiqué chez les sujets qui sont atteints de la leishmaniose. Pour éviter d'arriver au dernier stade de la pathologie, des campagnes de lutte contre le phlébotome sont programmées par la DSP, avec la

collaboration des services agricoles et d'hygiène.

Généralement, la phase d'aspersion d'insecticides se fait de mars à mai de chaque année, et touche l'ensemble des zones rurales de la wilaya.

Notons que la DSP appelle à chaque campagne engagée la population à faciliter la tâche aux agents pulvérisateurs afin de pouvoir accéder aux habitations et les informe que les produits utilisés sont d'une grande efficacité contre le virus et sans danger pour l'être humain. Par ailleurs, la DSP a indiqué que 375 per-

sonnes ont été infectées par la brucellose (fièvre de Malte) en 2013. La brucellose est une maladie infectieuse provoquée au contact des animaux ou par la consommation du lait et ses dérivés. C'est une zoonose (maladie animale transmissible à l'homme) et aussi une maladie à déclaration obligatoire. Les symptômes de la contamination sont, généralement, la fièvre, la fatigue, l'inflammation des os, etc. alors que son traitement repose sur l'administration d'antibiotiques spécifiques pendant plusieurs jours.

B. Henine

RELIZANE

El Htatba, un quartier mal loti

La cité d'El Htatba se situe au sud du chef-lieu de la commune d'Oued R'hiou. Une cité populaire des plus mal loties sur le plan du développement, compliquant inévitablement la vie de ses habitants depuis des lustres.

Fatigués d'attendre une amélioration des conditions de leur existence, en prenant leur mal en patience des années durant, ils réclament la réfection des routes, l'eau potable et l'ouverture de l'établissement scolaire fermé aux élèves de cette cité dont le nombre dépasse les 100, selon une lettre rendue publique hier par ces résidents.

Des familles majoritairement paysannes et qui se

sont détachées peu à peu de l'agriculture qui est pourtant leur raison de vivre. La route qui relie leur cité par le chef-lieu de commune d'Oued Rhiou, sur une distance de 8 kilomètres, n'est pas aménagée et est donc impraticable.

Pour ce qui est du réseau d'assainissement et celui de l'eau potable, les moyens financiers de la commune ne permettent pas de répondre à de telles

réclamations pour le moment, semble-t-il. Des moyens dérisoires on été consentis pour améliorer leurs conditions de vie. Il y a aussi le lancinant problème de l'eau potable, pourtant la cité, qui dépend de la commune d'Oued R'hiou, dispose de cette matière en abondance.

Pour ce qui est des routes, il en existe une classée comme route communale. Ainsi, il revient aux services communaux de l'entretenir et de la réfectionner.

À propos de la nécessité de l'ouverture de la salle de soins, il se trouve que le principal problème sur

lequel bute le secteur de la santé est le manque de personnel qualifié pour assurer une couverture médicale comme l'exigent les normes. D'ailleurs, il a été fait savoir que plusieurs structures médicales ont été réalisées, mais ces dernières demeurent souvent fermées ou prodiguent des soins médicaux ordinaires.

Les habitants de ladite cité lancent un appel de détresse au premier responsable de la wilaya afin d'ouvrir l'établissement scolaire pour éviter à leurs enfants de parcourir quotidiennement près de 16 kilomètres.

A. Rahmane

AÏN-TÉMOUCHENT

Relogement de 152 familles à Sidi-Ben-Adda

Dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, 152 familles de la petite localité du douar Chafaâ, dans la commune de Sidi-Ben-Adda, à 4 km d'Aïn-Témouchent, ont été relogées dans de nouveaux logements après des années d'attente et de patience dans ce douar bâti en 1880.

L'opération de relogement a été décidée par le chef de daïra M. Benaddane Kaddour, en présence des élus de la commune de Sidi-Ben-Adda, de la Gendarmerie nationale et des éléments de la Protection civile.

Simultanément à cette opération de relogement, toutes les anciennes habitations des concernés ont été immédiatement démolies par des engins réquisitionnés pour la circonstance.

Les services de la daïra ont recensé en 2007 les

familles vivant dans des habitations vétustes puis ils ont réactualisé ces listes de bénéficiaires en 2011 pour arrêter d'une manière définitive les bénéficiaires de ces nouveaux logements dotés

de toutes les commodités.

Selon les services de la daïra, cette opération sera suivie par d'autres au cours de l'année 2014 afin d'en finir d'une manière définitive avec les habitations précaires dans la commune.

Certains citoyens ont sollicité le chef de daïra pour se voir attribuer des logements de type habitat rural du fait qu'ils habitent une zone agricole, le premier respon-

sable leur a fait savoir que leurs préoccupations seront prises en considération dès la récupération par l'APC de l'assiette obtenue suite à cette opération de démolition.

Il faut noter que l'opération de relogement s'est déroulée dans le calme. Tous les citoyens se sont montrés satisfaits, eux qui vivaient dans ce douar bâti à l'ère coloniale.

S. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Un jeune homme fauché par le train

Dans la journée de mardi dernier, le corps d'un homme a été découvert sur la voie ferrée du quartier Le Rocher, à la sortie de la ville de Sidi-Bel-Abbès.

Il s'agit d'un jeune homme âgé environ d'une vingtaine d'années, non identifié, qui a été mortellement percuté par le train assurant la liaison entre Sidi-Bel-Abbès et Oran. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité.

A. M.

TLEMCEN

Béni Snous, le pays amazigh attend

Au bout d'une quarantaine de kilomètres, une route silencieuse et sinueuse, au sud du chef-lieu, nous mène tout droit au cœur du canyon qui a vu naître Béni-Snous, le pays amazigh.

Les souvenirs des années de braise sont encore vivaces dans les mémoires de ces populations pour lesquelles rien, ou presque, n'a changé depuis leur retour d'exil forcé. Les villages de Zahra, Béni-Bahdel, Tafesra, Azaïl et Sidi-Larbi sont des témoins vivants du martyre qu'ont enduré les habitants de ces hameaux du bout du monde, pendant une décennie. Aujourd'hui, cette route qui faisait peur, est de nouveau fréquentée et parfois, jusqu'à une heure tardive de la nuit. Aucune incursion, ni de faux barrage, cela fait plus d'une décennie que le calme est revenu ; cette région est entièrement sécurisée. Une vie normale a même repris dans les hameaux les plus reculés.

Béni-Snous a payé le prix de la résistance, l'heure est maintenant à la relance socioéconomique. Pour ce faire, des priorités doivent être dégagées par l'exécutif, il n'est plus question de se fier aux rapports, ni aux conclusions des commissions. Dans toutes les localités visitées, les citoyens ont exprimé leur déception et en même temps, leur espoir.

Le chef de l'exécutif, lors de sa visite de travail, a compris le message de ces citoyens, qui, malgré leur misère, sont restés dignes. Cette vallée des Amazighs de l'Ouest, Béni-Snous, reste un symbole de sacrifices et de fierté.

Pendant la Révolution, plus de 1 000 martyrs sont tombés au champ d'honneur, alors que la région ne comptait que 3 000 habitants. Aujourd'hui, la réalité est tout autre. Le chef de l'exécutif a désormais dans son agenda les priorités pour améliorer le quotidien de la population du monde rural.

Les monts de Béni-Snous semblent être au bout du monde et beaucoup de choses restent à faire. Commis de l'Etat et élus, se doivent d'accorder une importance à cette région qui a aussi offert des élites à la wilaya.

Rappelons que les frères Dennouni, qui sont à la tête d'un important consortium, sont originaires de Béni-Snous ; d'ailleurs ces derniers manifestent toujours un réel désir de contribuer au développement de leur fief natal.

L'écrivain et universitaire Mohamed Saridj lui aussi se bat pour la préservation du patrimoine culturel de la terre qui l'a vu naître. Cependant, si les pouvoirs publics affichent une certaine volonté de développer cette localité, il faut impérativement mettre à contribution les élus locaux et la société civile.

Toutefois, une question se pose : les élus locaux peuvent-ils suivre la cadence imposée par la nouvelle stratégie du chef de l'exécutif ? Pour ce faire, il faut des hommes de terrain et des compétences.

M. Zenasni